

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2021-2022

7 OCTOBRE 2022

Proposition de résolution concernant la situation en Iran suite à la mort en détention de Mahsa Amini

(Déposée par
M. Gaëtan Van Goidsenhoven et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. DÉCÈS DE MAHSA AMINI

Le mardi 13 septembre 2022, Mahsa Amini, une jeune Iranienne d'origine kurde de vingt-deux ans, était en visite à Téhéran avec sa famille quand elle a été arrêtée, avec d'autres femmes, par la police des mœurs. Cette police de la moralité est chargée d'arpenter les rues iraniennes et de faire respecter le code vestimentaire strict de la République islamique d'Iran, notamment le port obligatoire du voile dans l'espace public.

Cette unité de police, aussi nommée la *Gasht-e Ershad*, reprochait à Mahsa Amini de ne pas avoir porté son foulard islamique «correctement», avant de transférer la jeune femme vers un centre de détention dans la banlieue de Téhéran afin de recevoir des «instructions» sur les règles vestimentaires en vigueur dans le pays.

Quelques heures seulement après son arrestation, la jeune femme tombe dans le coma et est transférée à l'hôpital de Kasra. Selon la police locale, Mahsa Amini se serait «soudainement évanouie alors qu'elle était avec d'autres personnes dans une salle de réunion».

Trois jours plus tard, le vendredi 16 septembre 2022, les médecins de l'hôpital où Mahsa Amini a été admise, annoncent son décès.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2021-2022

7 OKTOBER 2022

Voorstel van resolutie betreffende de situatie in Iran na het overlijden in gevangenschap van Mahsa Amini

(Ingediend door
de heer Gaëtan Van Goidsenhoven c.s.)

TOELICHTING

I. OVERLIJDEN VAN MAHSA AMINI

Op dinsdag 13 september 2022 was Mahsa Amini, een jonge, tweeëntwintigjarige Iraanse van Koerdische afkomst, met haar familie op bezoek in Teheran toen ze samen met andere vrouwen door de zedenpolitie werd aangehouden. Die zedenpolitie heeft als taak door de Iraanse straten te lopen en de eerbiediging af te dwingen van de strenge vestimentaire voorschriften van de Islamitische Republiek Iran, onder andere de verplichte hoofddoekdracht in de openbare ruimte.

Die politie-eenheid, die ook *Gasht-e Ershad* wordt genoemd, verweet Mahsa Amini dat ze haar islamitische hoofddoek niet «correct» droeg, waarna ze de jonge vrouw naar een detentiecentrum in de buitenwijken van Teheran bracht om daar «instructies» te krijgen over de vestimentaire regels die in het land gelden.

Amper enkele uren na haar arrestatie raakt de jonge vrouw in een coma en wordt ze naar het ziekenhuis van Kasra overgebracht. Volgens de lokale politie zou Mahsa Amini «plots zijn flauwgevallen, terwijl ze zich samen met anderen in een vergaderruimte bevond».

Drie dagen later, op vrijdag 16 september 2022, melden de artsen van het ziekenhuis waar Mahsa Amini werd opgenomen, haar overlijden.

Dans un communiqué, la police de Téhéran a confirmé le décès, affirmant «qu'il n'y avait pas eu de contact physique» entre les agents de police et la jeune femme. Mahsa Amini aurait soudainement souffert d'un problème cardiaque avant d'être immédiatement transportée à l'hôpital.

Une version contestée par les proches de la victime qui affirment que leur fille n'avait aucun antécédent de maladie cardiaque ou cérébrale et que la mort de leur fille était due aux coups infligés à sa tête lors de son arrestation et de sa détention. Selon des témoins, Mahsa Amini a été violemment frappée lors de son transfert forcé au centre de détention de Vozara, à Téhéran. Des déclarations qui corroborent les constats des médecins qui soulignent que Mahsa Amini était en état de mort cérébrale due à une fracture du crâne provoquée par des coups violents portés à la tête.

En Iran comme sur la scène internationale, la police des mœurs iranienne est régulièrement sous le feu des critiques pour leur répression persistante et leur discrimination systématique à l'égard des femmes.

Depuis l'avènement de la République islamique d'Iran en 1979, les femmes iraniennes sont victimes de la répression organisée par le pouvoir en place: la toute première mesure du Guide suprême de la Révolution iranienne l'ayatollah Khomeini a été le port obligatoire du voile. L'obligation du port du voile et la police des mœurs ont été créées pour sanctionner les femmes qui transgressaient la loi islamique, qui osaient s'habiller comme elles le souhaitaient.

De plus, d'autres discriminations sont institutionnalisées, notamment dans le code de la famille (inégalité des droits en cas de divorce ou de garde des enfants), l'abaissement de l'âge du mariage, les limites imposées dans le choix du domicile, des fréquentations et des loisirs. Une femme iranienne ne peut exercer un métier ni voyager à l'étranger sans l'accord de son mari.

Au-delà du poids de la religion islamique, le poids du patriarcat continue aussi de minorer la place des femmes dans la société, un patriarcat qui peut être source de violences physiques et psychiques contre les femmes. La ségrégation genrée de l'espace public, même si elle n'est pas aussi marquée qu'en Arabie saoudite par exemple, illustre cette société patriarcale. La distinction entre milieux urbains favorisés et territoires plus reculés du pays est également un facteur décisif.

De politie van Teheran bevestigde het overlijden in een communiqué, waarin gesteld werd «dat er geen fysiek contact was geweest» tussen de politieagenten en de jonge vrouw. Mahsa Amini zou plots een hartprobleem hebben gekregen, waarna ze dadelijk naar het ziekenhuis werd overgebracht.

Een versie die door de naasten van het slachtoffer betwist wordt. Zij stellen dat hun dochter geen antecedenten van een hart- of hersenaandoening had en dat haar dood veroorzaakt is door de slagen op haar hoofd bij haar arrestatie en tijdens haar detentie. Volgens getuigen werd Mahsa Amini hard geslagen bij haar overbrenging naar het detentiecentrum van Vozara, in Teheran. Het zijn verklaringen die overeenstemmen met de vaststellingen van de artsen, die beklemtonen dat Mahsa Amini hersendood was als gevolg van een schedelbreuk die werd veroorzaakt door hevige slagen op het hoofd.

Zowel in Iran als op het internationale toneel ligt de Iraanse zedenpolitie geregeld onder vuur wegens haar voortdurende repressie en haar systematische discriminatie van vrouwen.

Sinds het ontstaan van de Islamitische Republiek Iran in 1979, zijn de Iraanse vrouwen het slachtoffer van de repressie die door de machthebbers georganiseerd wordt: de eerste maatregel van de Hoogste leider van de Iraanse revolutie ayatollah Khomeini was de verplichte hoofddoekdracht. De verplichte hoofddoekdracht en de zedenpolitie zijn gecreëerd om vrouwen te straffen die de islamitische wet overtraden, die zich durfden te kleden zoals zij dat wilden.

Daarnaast werden andere vormen van discriminatie geïnstitutionaliseerd, met name in het familierecht (ongelijke rechten bij echtscheiding of bij de hoede over de kinderen), door de verlaging van de huwelijksleeftijd en door de ingevoerde beperkingen inzake de keuze van de woonplaats, de omgang met anderen en de vrijetijdsbesteding. Een Iraanse vrouw mag geen beroep uitoefenen of naar het buitenland reizen zonder toestemming van haar man.

Naast de islamitische religie blijft ook het patriarchaat de plaats van de vrouwen in de samenleving inperken, een patriarchaat dat kan leiden tot lichamelijk en psychisch geweld tegen vrouwen. De gendersegregatie van de openbare ruimte, hoewel minder uitgesproken dan in Saoedi-Arabië bijvoorbeeld, is illustratief voor die patriarchale samenleving. Het verschil tussen de bevoordeelde stedelijke kringen en de meer afgelegen gebieden van het land is eveneens een doorslaggevende factor.

Le rapport 2021 d'*Amnesty International* sur l'Iran mentionne par exemple que l'élection présidentielle de 2019 s'était tenue dans un climat de répression, caractérisée par un taux de participation particulièrement faible. À cette occasion, les autorités ont interdit aux femmes, aux membres de minorités religieuses et aux détracteurs et détractrices du régime de se présenter et ont menacé de poursuivre quiconque encouragerait à boycotter le scrutin. Le même rapport stipule également que six militants des droits des femmes étaient derrière les barreaux pour le seul crime d'avoir participé à des manifestations soutenant l'égalité entre hommes et femmes en Iran.

Tout comme Mahsa Amini, de nombreuses femmes meurent régulièrement en Iran dans les mêmes circonstances, sous les coups d'un régime liberticide et profondément discriminatoire à leur égard. Elles sont menacées, arrêtées, torturées et dans le pire des cas, tuées pour des mèches de cheveux jugées insuffisamment camouflées ou des tenues considérées comme inappropriées.

Aujourd'hui, le nom et le visage de Mahsa Amini sont devenus les symboles du vent de révolte qui souffle sur l'Iran.

II. RÉPRESSIONS VIOLENTES DES MANIFESTATIONS PACIFIQUES

Le décès de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour port du voile inapproprié et non conforme à la loi, a embrasé l'Iran. Après l'annonce officielle de la mort de Mahsa Amini, des manifestants se sont réunis en masse devant l'hôpital de Kasra où avait été hospitalisée la jeune femme pour témoigner de leur soutien et contester le pouvoir ultra-conservateur.

Ces protestations contre l'application rigoureuse de la loi religieuse ainsi qu'en opposition au régime en place se multiplient et se sont répandues dans tout le pays. Elles ont fait l'objet d'une répression brutale par les forces de l'ordre iraniennes. À la date du 28 septembre 2022, soit après douze nuits consécutives de protestations dans les rues iraniennes, l'agence de presse iranienne «*Fars*» rapporte qu'«environ soixante personnes ont été tuées» depuis le 16 septembre 2022 au cours de manifestations. L'organisation non gouvernementale (ONG) *Iran Human Rights* (IHR), quant à elle, dénombre au moins septante décès dus à la répression depuis le début des manifestations. En outre, plus de mille deux

Het rapport van *Amnesty International* van 2021 over Iran vermeldt bijvoorbeeld dat de presidentsverkiezingen van 2019 in een klimaat van repressie werden gehouden en dat de opkomst bijzonder laag was. De autoriteiten hebben vrouwen, leden van religieuze minderheden, en tegenstanders van het regime toen verboden zich kandidaat te stellen en hebben ermee gedreigd al wie de boycot van de verkiezingen aanmoedigde, te vervolgen. Hetzelfde rapport meldt ook dat zes vrouwenrechtmilitanten achter de tralies zaten, alleen maar omdat ze hadden deelgenomen aan manifestaties voor gelijkheid van mannen en vrouwen in Iran.

Veel vrouwen in Iran sterven in dezelfde omstandigheden als Mahsa Amini, onder de slagen van een regime dat hun vrijheid verstikt en hen zwaar discrimineert. Ze worden bedreigd, gearresteerd, gefolterd en in het ergste geval gedood, wegens enkele haarlokken die zozeggd onvoldoende bedekt zijn, of wegens zozeggd ongepaste kleding.

De naam en het gezicht van Mahsa Amini zijn vandaag het symbool geworden van de revolutionaire wind die over Iran waait.

II. GEWELDDADIGE REPRESSIE VAN VREEDZAME MANIFESTATIES

Het overlijden van Mahsa Amini, die door de zedenpolitie gearresteerd werd omdat ze door haar ongepaste hoofddoekdracht de wet overtrad, heeft Iran in vuur en vlam gezet. Na het officiële bericht dat Mahsa Amini dood was, kwamen manifestanten massaal samen voor het ziekenhuis van Kasra, waar de jonge vrouw was opgenomen, om hun steun te betuigen en om te protesteren tegen de ultraconservatieve machthebbers.

Het protest tegen de strenge toepassing van de religieuze wet en tegen het heersende regime neemt toe en heeft zich over het hele land verspreid. De repressie door de Iraanse ordestrejdkrachten is brutaal. Op 28 september 2022, na twaalf opeenvolgende nachten van protest in de Iraanse straten, meldt het Iraanse persbureau «*Fars*» dat sinds 16 september 2022 «ongeveer zestig personen gedood werden» bij manifestaties. De niet-gouvernementele organisatie (ngo) *Iran Human Rights* (IHR) van haar kant telt minstens zeventig overlijdens sinds de aanvang van de manifestaties, als gevolg van de repressie. Bovendien werden volgens de autoriteiten bijna duizend tweehonderd manifestanten gearresteerd.

cents manifestants ont été arrêtés, selon les autorités. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a annoncé, le lundi 26 septembre 2022, que les autorités iraniennes ont arrêté dix-huit journalistes.

Alors que des centaines de personnes ont déjà été arrêtées depuis le début des manifestations, dont des défenseurs des droits humains, des avocats, des militants de la société civile et des journalistes, le président iranien Ebrahim Raïssi a appelé les forces de l'ordre à agir «fermement» et «sans retenue» contre ceux qu'il qualifie «d'émeutiers». Le chef du pouvoir judiciaire iranien, Gholamhossein Mohseni Ejei a, quant à lui, insisté sur la nécessité d'agir «sans aucune indulgence» envers les contestataires.

Selon la porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme, Ravina Shamdasani, les forces de sécurité ont «parfois répondu par des tirs à balles réelles». Par ailleurs, *Amnesty International* aurait recueilli des éléments de preuve attestant de l'utilisation illégale par les forces de sécurité de grenailles et autres plombs métalliques, de gaz lacrymogènes, de canons à eau et de coups de matraque pour disperser les manifestants et les contestataires.

Ce large mouvement de contestation a également gagné l'Internet et les réseaux sociaux. De nombreuses vidéos de jeunes femmes se dévoilant, brûlant leurs voiles ou se coupant les cheveux en signe de protestation ont été visionnées des millions de fois à travers le monde ces derniers jours. Dans certaines régions du pays, des coupures totales ou partielles de connexions Internet ont été constatées au cours de cette période. De plus, certains réseaux sociaux ont été totalement inutilisables à l'échelle nationale à de multiples reprises depuis le début des manifestations.

Le pays souffre de l'absence des droits fondamentaux – civiques, politiques, socio-économique et environnementaux – de ses habitants, et les femmes en sont les premières victimes.

Il revient donc à la communauté internationale de promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des filles et d'inviter les autorités iraniennes à faire de même afin que ces droits soient reconnus et respectés.

L'égalité des genres, et particulièrement la participation égale des femmes dans tous les secteurs de la société, notamment sur le plan politique, fait partie des priorités de la Belgique sur la scène internationale.

Het *Committee to protect journalists* (CPJ) kondigde op maandag 26 september 2022 aan dat de Iraanse autoriteiten achttien journalisten hebben gearresteerd.

Terwijl sinds de aanvang van de manifestaties al honderden mensen werden gearresteerd, onder wie verdedigers van de mensenrechten, advocaten, militanten uit het middenveld en journalisten, riep de Iraanse president Ebrahim Raisi de ordestrijdkrachten op «krachtig» en «zonder terughoudendheid» op te treden tegen wie hij «oproerlingen» noemde. Het hoofd van de rechterlijke macht van Iran, Gholamhossein Mohseni Ejei, wees nadrukkelijk op de noodzaak om «zonder enige clementie» tegen de manifestanten op te treden.

Volgens Ravina Shamdasani, woordvoester van het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties, hebben de ordestrijdkrachten «soms gereageerd door met scherp te schieten». Tevens heeft *Amnesty International* naar verluidt bewijzen gevonden voor het onwettig gebruik door de ordestrijdkrachten van hagel en andere soorten metallisch lood, van traangas, waterkanonnen en de wapenstok om de manifestanten uiteen te drijven.

Die brede protestbeweging verspreidde zich ook op het internet en op de sociale netwerken. Talrijke video's van jonge vrouwen die hun hoofddoek afnemen, hem verbranden of hun haar afknippen als teken van protest, werden de jongste dagen overal ter wereld miljoenen keren bekeken. In bepaalde streken van het land zijn gedurende deze periode volledige of gedeeltelijke onderbrekingen van de internetverbindingen vastgesteld. Daarnaast waren sommige sociale netwerken herhaaldelijk op nationale schaal volledig onbruikbaar sinds de aanvang van de betogingen.

Het land lijdt onder het ontbreken van de burgerlijke, politieke, sociaaleconomische en milieugebonden grondrechten van zijn inwoners en de vrouwen zijn daar het eerste slachtoffer van.

Het komt dus de internationale gemeenschap toe de grondrechten van vrouwen en meisjes te verdedigen, en de Iraanse autoriteiten uit te nodigen hetzelfde te doen, opdat deze rechten worden erkend en gerespecteerd.

Gendergelijkheid en met name gelijke participatie van vrouwen in alle sectoren van de maatschappij, onder andere op politiek gebied, behoort tot de Belgische prioriteiten in de internationale fora.

Si l’Iran épouse un jour une transition démocratique, elle devra pleinement prendre en considération les intérêts des femmes. On peut espérer que cette révolte des femmes iraniennes puisse constituer une opportunité pour le pays de mener cette transition démocratique. Car la démocratie est la condition *sine qua non* de la liberté des femmes et de leur accès aux droits fondamentaux.

*
* *

La présente proposition de résolution du Sénat appelle le gouvernement fédéral et les gouvernements des Communautés et Régions à réclamer la tenue d’une enquête indépendante et crédible concernant la mort en détention de Mahsa Amini. Elle invite également à inciter l’Iran de s’abstenir de recourir à la force et à la violence à l’encontre de manifestants pacifiques et de libérer les personnes – dont le nombre s’élève à plus de mille deux cents – arrêtées lors des manifestations pacifiques de ces derniers jours.

Compte tenu de la gravité de la situation, elle invite les différents gouvernements de notre pays à demander à l’Iran de lever les mesures de restriction de la liberté d’expression, en particulier de cesser d’interrompre les services Internet et de téléphonie mobile.

La liberté de rassemblement fait intrinsèquement partie des valeurs promues et défendues par la Belgique au travers de son action internationale. L’égalité des sexes et la liberté d’expression le sont tout autant. Responsables en matière de politique étrangère, les Régions et les Communautés disposent de compétences internationales étendues et peuvent donc contribuer à définir la politique étrangère de notre pays.

*
* *

Als Iran op een dag voor een democratische transitie kiest, dan zal het voluit rekening moeten houden met de belangen van de vrouwen. Het valt te hopen dat de revolte van de Iraanse vrouwen een opportuniteit wordt voor het land om die democratische transitie tot stand te brengen. Democratie is immers de *conditio sine qua non* voor de vrijheid van de vrouwen en hun toegang tot de grondrechten.

*
* *

Dit voorstel van resolutie van de Senaat roept de federale regering en de regeringen van Gewesten en Gemeenschappen op een onafhankelijk en geloofwaardig onderzoek te eisen naar de dood in gevangenschap van Mahsa Amini. Het is tevens een verzoek om Iran ertoe aan te zetten niet langer geweld te gebruiken tegen vreedzame manifestanten en de personen – het zijn er meer dan duizend tweehonderd – die bij de vreedzame manifestaties van de laatste dagen gearresteerd werden, vrij te laten.

Gezien de ernst van de toestand verzoekt het de regeringen van ons land aan Iran te vragen de maatregelen die de vrijheid van meningsuiting beperken op te heffen en vooral ermee op te houden de dienstverlening inzake het internet en de mobiele telefonie te onderbreken.

De vrijheid van vergadering maakt intrinsiek deel uit van de waarden die België bij zijn internationaal optreden voorstaat en verdedigt. Dat geldt evenzeer voor gendergelijkheid en voor vrijheid van meningsuiting. Aangezien Gewesten en Gemeenschappen verantwoordelijkheid dragen inzake buitenlands beleid, hebben ze ruime internationale bevoegdheden en kunnen ze dus een bijdrage leveren in het bepalen van het buitenlands beleid van ons land.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu la Déclaration universelle des droits de l’homme du 10 décembre 1948;

B. vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, auquel l’Iran est État partie;

C. vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel l’Iran est État partie;

D. vu la Déclaration et le programme d’action de Beijing adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing de 1995;

E. vu la résolution adoptée par le Conseil des droits de l’homme des Nations unies le 22 mars 2019 sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, prolongeant le mandat du rapporteur spécial et le priant de présenter un rapport sur l’exécution de son mandat au Conseil des droits de l’homme, à sa quarante-troisième session, et à l’Assemblée générale, à sa septante-quatrième session;

F. vu les lignes directrices de l’Union européenne (UE) concernant la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les lignes directrices de l’UE concernant la liberté d’expression en ligne et hors ligne;

G. considérant que Mahsa Amini, jeune iranienne de vingt-deux ans, a été arrêtée le 13 septembre 2022 pour ne pas avoir porté le voile, conformément aux exigences iraniennes en matière d’habillement des femmes;

H. considérant que la mort en détention dans de mystérieuses conditions de Mahsa Amini met en évidence la nécessité de lutter contre la violence à l’égard des femmes iraniennes;

I. considérant que les autorités iraniennes nient toute responsabilité et évoquent un «incident regrettable»;

J. considérant que les manifestations se sont depuis propagées dans plus de quatre-vingts villes iraniennes et vingt universités où les femmes brûlent symboliquement leur hijab ou se coupent les cheveux en public;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948;

B. gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de burgerrechten en politieke rechten, dat Iran ondertekend heeft;

C. gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de economische, sociale en culturele rechten, dat Iran ondertekend heeft;

D. gelet op de Verklaring en het Actieprogramma van Beijing aangenomen tijdens de vierde Wereldvrouwenconferentie in Beijing van 1995;

E. gelet op de resolutie van de Mensenrechtenraad van Verenigde Naties van 22 maart 2019 over de toestand van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran, die het mandaat van de speciale rapporteur verlengt en hem vraagt verslag uit te brengen over de uitvoering van zijn mandaat tijdens de drieënveertigste zitting van de Mensenrechtenraad en de vierenzeventigste zitting van de Algemene Vergadering;

F. gelet op de richtsnoeren voor een EU-beleid ten aanzien van derde landen inzake foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing en de richtsnoeren van de EU inzake de vrijheid van meningsuiting online en offline;

G. overwegende dat Mahsa Amini, een jonge tweeëntwintigjarige Iraanse, op 13 september 2022 werd gearresteerd omdat ze de hoofddoek niet in overeenstemming met de Iraanse kledingvoorschriften droeg;

H. overwegende dat het overlijden van Mahsa Amini in hechtenis en in mysterieuze omstandigheden aantoonde dat het absoluut nodig is om het geweld tegen Iraanse vrouwen te bestrijden;

I. overwegende dat de Iraanse overheid elke verantwoordelijkheid van zich afschuift en spreekt over een «betreurenswaardig incident»;

J. overwegende dat de manifestaties zich intussen verspreid hebben over meer dan tachtig Iraanse steden en twintig universiteiten waar vrouwen symbolisch hun hidjab verbranden of hun haar in het openbaar knippen;

K. considérant que, depuis le 16 septembre 2022, des centaines de personnes ont été arrêtées – parmi lesquelles la journaliste Niloofar Hamedi qui fut la première à rendre compte de la mort de Mahsa Amini – et qu’au moins septante personnes sont décédées lors des manifestations pacifiques dans les villes iraniennes; que, selon les organisations de défense des droits humains, le nombre de morts pourrait être encore plus élevé;

L. considérant que depuis le 5 juillet 2022, une loi «sur le hijab et la chasteté du pays» impose de nouvelles restrictions vestimentaires aux femmes;

M. considérant la situation des droits des femmes en Iran depuis la Révolution islamique de 1979;

N. considérant l’existence d’une police des mœurs réprimant le non-respect intégral de règles vestimentaires contraignantes à l’égard des femmes;

O. considérant qu’il est urgent et fondamental que les droits des femmes soient respectés en Iran;

P. considérant l’aggravation du climat social en Iran;

Q. considérant la répression violente organisée par le régime iranien des manifestations en soutien à Mahsa Amini, la jeune femme décédée sous les coups de la police des mœurs;

R. considérant la déclaration de la ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib du 28 septembre 2022 exprimant sa plus profonde indignation face au décès de Mahsa Amini au seul prétexte de sa tenue vestimentaire, et réaffirmant que l’égalité entre les hommes et les femmes ne saurait connaître aucune frontière;

S. considérant la déclaration de Josep Borrell, haut représentant de l’Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité du 25 septembre 2022 et notamment: «*For the European Union and its member states, the widespread and disproportionate use of force against nonviolent protestors is unjustifiable and unacceptable. People in Iran, as anywhere else, have the right to peaceful protest. That right must be ensured in all circumstances.*»;

T. considérant que le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé, le 27 septembre 2022, à une «enquête rapide, impartiale et efficace par une autorité compétente indépendante» sur la mort de Mahsa Amini;

K. overwegende dat er sinds 16 september 2022 sprake is van honderden arrestaties – waaronder de journaliste Niloofar Hamedi die als eerste melding maakte over het overlijden van Masha Amini – en minstens zeventig doden tijdens vreedzame betogingen in Iraanse steden, en dat de dodentol volgens mensenrechtenorganisaties wellicht nog hoger ligt;

L. overwegende dat sinds 5 juli 2022, een wet «op de hidjab en de kuisheid van het land» bijkomende kledingvoorschriften oplegt aan vrouwen;

M. gelet op de toestand van de vrouwenrechten in Iran sinds de islamitische revolutie van 1979;

N. gelet op het bestaan van een zedenpolitie die de minste schending van de dwingende kledingvoorschriften voor vrouwen bestraft;

O. overwegende dat het dringend en van fundamenteel belang is dat de vrouwenrechten in Iran in acht worden genomen;

P. gelet op het verslechterende sociale klimaat in Iran;

Q. gelet op de gewelddadige repressie door het Iraanse regime van de steunbetogingen voor Mahsa Amini, de jonge vrouw die bezweken is onder de slagen van de zedenpolitie;

R. overwegende dat minister van Buitenlandse Zaken Hadja Lahbib op 28 september 2022 haar uiterste verontwaardiging heeft uitgedrukt over het overlijden van Mahsa Amini, enkel vanwege haar kleding, en nogmaals heeft benadrukt dat de gelijkheid van mannen en vrouwen niet ophoudt aan een landsgrens;

S. gelet op de verklaring van 25 september 2022 van Josep Borrell, hoge vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid: «*For the European Union and its member states, the widespread and disproportionate use of force against nonviolent protestors is unjustifiable and unacceptable. People in Iran, as anywhere else, have the right to peaceful protest. That right must be ensured in all circumstances.*»;

T. overwegende dat de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, Antonio Guterres, op 27 september 2022 heeft opgeroepen tot een «snel, onpartijdig en doeltreffend onderzoek over de dood van Mahsa Amini door een onafhankelijke bevoegde instantie»;

U. considérant que l'organisation non gouvernementale (ONG) *Human Rights Watch* a rapporté que des vidéos circulant sur les réseaux sociaux et des témoignages indiquent que les autorités iraniennes ont recours à des gaz lacrymogènes et à la force létale pour disperser les manifestants;

V. considérant que les autorités iraniennes restreignent, voire bloquent complètement, l'accès à l'Internet et aux plateformes de médias sociaux afin d'empêcher le partage d'informations et la mobilisation en ligne, comme cela avait été le cas lors des manifestations de 2019, et compte tenu du fait que sur *Twitter*, le mot-clic (*hashtag*) *#Mahsa Amini* a trouvé écho au sein de 1,5 million de *tweets*, et que les plateformes de médias sociaux sont le principal moyen pour le peuple iranien de se faire entendre;

W. considérant que selon la porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH), les forces de sécurité iraniennes ont fait illégalement usage de la force, notamment de balles réelles et d'armes à grenaille, pour réprimer des manifestations essentiellement pacifiques;

X. considérant que l'Iran est régulièrement sous le feu des critiques pour le recours quasiment systématique à la torture, à la violence et les autres mauvais traitements lors des interpellations et arrestations;

Y. considérant que la liberté de la presse, en ligne ou non, la liberté d'association et la liberté de pensée sont réprimées en Iran;

Z. considérant que la mort d'une femme arrêtée à cause de la façon dont elle était habillée met en évidence un système patriarcal profondément répressif;

AA. considérant que la pleine possession de droits et libertés fondamentales par les femmes et les filles d'un pays donné contribue directement à l'accroissement du bien-être de toute la société, et permet aux femmes de participer pleinement à la vie politique, sociale et économique ainsi que de servir leur pays;

BB. considérant que les Iraniennes doivent avoir la possibilité d'identifier leurs propres besoins et priorités dans tous les secteurs de la société en tant que partenaires à part entière dans la construction de leur société,

U. overwegende dat de niet-gouvernementele organisatie (ngo) *Human Rights Watch* gemeld heeft dat video's op sociale media en getuigenissen erop wijzen dat de Iraanse overheid gebruik maakt van traangas en dodelijk geweld om betogers uit elkaar te drijven;

V. overwegende dat de Iraanse autoriteiten de toegang tot het internet en sociale mediaplatformen beperken, zo niet volledig blokkeren om het delen van informatie en online mobilisatie te verhinderen, zoals het geval was tijdens de protesten van 2019, dat de *hashtag* *#Mahsa Amini* op *Twitter* in 1,5 miljoen *tweets* voorkomt, en dat sociale mediaplatformen de belangrijkste middelen van het Iraanse volk zijn om gehoord te worden;

W. overwegende dat volgens de woordvoerder van het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Mensenrechten (OHCHR), de Iraanse veiligheidsdiensten illegaal gebruik hebben gemaakt van geweld, met name echte kogels en hagelgeweren, om hoofdzakelijk vreedzame betogingen te beteugelen;

X. overwegende dat Iran geregeld onder vuur ligt wegens het bijna systematische gebruik van foltering, geweld en andere mishandelingen tijdens interpellaties en arrestaties;

Y. overwegende dat de persvrijheid, al dan niet online, de vrijheid van vereniging en de vrijheid van denken in Iran worden onderdrukt;

Z. overwegende dat de dood van een vrouw die gearresteerd werd wegens haar kledingwijze wijst op een patriarchaal systeem dat zwaar repressief is;

AA. overwegende dat het volledige genot van de fundamentele rechten en vrijheden door vrouwen en meisjes in een land rechtstreeks bijdraagt tot het welzijn van de hele maatschappij, en vrouwen in staat stelt om volwaardig deel te nemen aan het politieke, maatschappelijke en economische leven en om hun land te dienen;

BB. overwegende dat de Iraanse vrouwen hun eigen behoeften en prioriteiten moeten kunnen bepalen in alle sectoren van de maatschappij als volwaardige partners in de opbouw van hun maatschappij,

I. Condamne:

- 1) l'arrestation de Mahsa Amini pour les motifs annoncés ainsi que l'opacité entourant les causes de son décès;
- 2) toute forme de violence gouvernementale contre des manifestants pacifiques qui défendent leurs droits fondamentaux,

II. Demande au gouvernement fédéral et aux gouvernements des entités fédérées:

- 1) d'exprimer leur soutien au combat politique mené par les femmes iraniennes afin d'accroître leurs droits légitimes et leurs libertés dans les sphères privées et publiques;
- 2) d'appeler l'Iran à s'abstenir de recourir à la force et à la violence à l'encontre de manifestants pacifiques;
- 3) de plaider auprès des autorités iraniennes pour qu'une enquête transparente puisse être menée dans les meilleurs délais afin de faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame, le cas échéant de se rallier à l'appel de l'Organisation des Nations unies (ONU) afin de demander un mécanisme d'enquête indépendant des Nations unies;
- 4) de demander au Service d'action extérieure de l'Union européenne (SEAE) de mettre à l'ordre du jour du Conseil des Affaires étrangères du 17 octobre 2022 la situation politique en Iran et la nécessité d'une réaction coordonnée des membres de l'Union européenne, soutenue si possible par d'autres États non-membres de l'Union européenne;
- 5) de garder une attention toute particulière à la promotion et à la protection des droits et libertés fondamentaux des femmes et filles en Iran et d'insister sur la dimension de l'égalité des genres dans ses relations avec l'Iran;
- 6) d'appeler l'Iran à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que tout autre instrument international pertinent de protection des droits humains, auquel l'Iran est État partie;
- 7) d'encourager l'Iran à ratifier la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

I. Veroordeelt:

- 1) de arrestatie van Mahsa Amini om de reeds genoemde redenen en de onduidelijkheid rond de oorzaken van haar dood;
- 2) elke vorm van overheidsgeweld ten aanzien van vreedzame demonstranten die opkomen voor hun fundamentele mensenrechten,

II. Vraagt aan de federale regering en aan de deelstaatregeringen:

- 1) hun steun te betuigen aan de politieke strijd die de Iraanse vrouwen voeren om hun rechtmatige rechten en vrijheden in de private en politieke sfeer uit te breiden;
- 2) Iran op te roepen om af te zien van dwang en geweld tegen vreedzame betogers;
- 3) bij de Iraanse overheid te pleiten voor het onverwijld instellen van een transparant onderzoek naar de omstandigheden waarin het drama heeft plaatsgevonden, en zich eventueel aan te sluiten bij de oproep van de Verenigde Naties om een onafhankelijk VN-onderzoek te vragen;
- 4) aan de Europese Dienst voor extern optreden (EEAS) te vragen om de politieke situatie in Iran op de agenda van de Raad Buitenlandse Zaken van 17 oktober 2022 te plaatsen, alsook de noodzaak van een gecoördineerde reactie van de EU-lidstaten, indien mogelijk met de steun van niet-EU-lidstaten;
- 5) bijzondere aandacht te schenken aan het bevorderen en beschermen van de fundamentele rechten en vrijheden van vrouwen en meisjes in Iran, en aan te dringen op het aspect gendergelijkheid in de betrekkingen met Iran;
- 6) Iran op te roepen gevolg te geven aan de Universele Verklaring van de rechten van de mens, het Internationaal Verdrag inzake de burgerrechten en politieke rechten, het Internationaal Verdrag inzake de economische, sociale en culturele rechten, en ieder ander relevant internationaal instrument ter bescherming van de mensenrechten dat Iran heeft ondertekend;
- 7) Iran aan te sporen het Verdrag van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen te bekrachtigen;

8) de soutenir le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, organe du HCDH surveillant la mise en œuvre de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, entre autres en participant aux dialogues interactifs avec les experts indépendants composant ce Comité;

9) de soutenir les initiatives de la société civile iranienne qui œuvrent en faveur d'une amélioration des droits et libertés des femmes et des filles en Iran, notamment en lien avec les violences à l'encontre des femmes;

10) de veiller à la protection des filles et des femmes iraniennes exilées ou réfugiées en Belgique;

11) d'appeler l'Iran à abroger les lois qui privent les femmes de leur autonomie et de leurs droits;

12) d'exhorter l'Iran à cesser tous les bombardements et interventions militaires au Kurdistan irakien sous prétexte que les Kurdes ont fomenté et soutenu la protestation populaire en Iran.

Le 30 septembre 2022.

Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN.
 Latifa GAHOUCI.
 Maud VANWALLEGHEM.
 Annick LAMBRECHT.
 Els AMPE.
 Hélène RYCKMANS.
 Fourat BEN CHIKHA.
 Véronique DURENNE.
 Nadia EL YOUSFI.
 Karin BROUWERS.

8) het mandaat te steunen van het Comité voor de uitbanning van discriminatie van vrouwen, een orgaan van het Hoog Commissariaat voor de Mensenrechten dat toeziet op de tenuitvoerlegging van het Verdrag van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, onder andere door deel te nemen aan de interactieve dialogen met de onafhankelijke experts in dit Comité;

9) initiatieven ter bevordering van de rechten en vrijheden van vrouwen en meisjes door het Iraanse middenveld te steunen, vooral in verband met het geweld tegen vrouwen;

10) de bescherming te verzekeren van Iraanse meisjes en vrouwen in ballingschap in of gevlucht naar België;

11) Iran op te roepen de wetten op te heffen die vrouwen van hun autonomie en rechten beroven;

12) Iran aan te manen op te houden met de beschietingen en militaire interventies in Iraaks Koerdistan onder het voorwendsel dat de Koerden het volksprotest in Iran zouden aangewakkerd hebben en steunen.

30 september 2022.